

## Introduction : quelques publications récentes autour du centenaire du génocide des Arméniens

L'année 2015 a été marquée par une série d'événements commémorant le centenaire du génocide des Arméniens de l'Empire ottoman durant la Première Guerre mondiale. Tout au long de l'année, des expositions, des performances publiques, des films, des articles dans les médias, des colloques internationaux (Sorbonne, Paris, 25-28 mars 2015, UCLA 10-11 avril 2015, Erevan 8-12 juillet 2015, Université de Moncton, 1-3 octobre 2015), des publications ainsi que de grandes marches de solidarité à la mémoire des victimes ont rappelé à l'opinion publique que, cent ans plus tard, l'un des premiers génocides du 20<sup>e</sup> siècle est toujours en attente de reconnaissance de la part de la Turquie et d'une partie de la communauté internationale. Dans ce cadre, la commémoration du génocide des Arméniens demeure un acte militant pour les communautés arméniennes de la diaspora et pour le gouvernement arménien.

Dans un article récent (« Génocide arménien : retour sur un centenaire », *Politique étrangère*, automne 2015/3, pp. 83-91), le philosophe Michel Marian remarquait fort à propos que l'année 2015 n'a pas représenté un tournant important pour les relations arméno-turques comme l'avait fait le cinquantième anniversaire en 1965. En effet, les observateurs ont pu noter la permanence des arguments négationnistes d'Ankara présentés à travers les discours offusqués des autorités turques et plus particulièrement du président Recep Tayyip Erdogan qui a déclaré que « La Turquie ne peut reconnaître un tel péché ou un tel crime » (Agence France-Presse, *Le Devoir*, 21 avril 2015). En revanche, au niveau international, plusieurs gouvernements et parlements ont profité des commémorations pour reconnaître le caractère génocidaire des événements de 1915-1916 : le Luxembourg, les Pays-Bas, le Brésil, la Suède et le Parlement européen, pour ne citer que quelques exemples, se sont ajoutés à la liste des gouvernements et des États qui, comme le Canada, reconnaissent le génocide. L'une des déclarations les plus médiatisées est sans aucun doute celle du pape François. Dans son homélie donnée lors d'une messe pour les fidèles de rite arménien à la Basilique Saint-Pierre-de-Rome le 12 avril 2015, le souverain pontife utilisait pour la première fois le terme de génocide pour désigner les massacres des Arméniens provoquant ainsi un incident diplomatique avec la Turquie. En guise de protestations, les autorités turques s'empressaient de rappeler la journée même leur ambassadeur au Vatican, tout en dénonçant les propos du pape qu'elles qualifiaient de « délires ».

Si les autorités turques sont demeurées fermement campées sur leurs positions, il faut noter qu'un mouvement en faveur de la reconnaissance du génocide des Arméniens émerge depuis quelques années au sein de la société civile turque. Dans l'espace public, un récit différent de celui de l'État se fait entendre depuis une vingtaine d'années même s'il est encore très minoritaire et limité aux grands centres urbains, ce contre-discours transgresse des tabous bien ancrés. Dans les années 1990, des intellectuels turcs et turco-arméniens comme le journaliste Hrant Dink (assassiné en janvier 2007 en raison de ses prises de position en faveur de la minorité arménienne) ont ainsi osé remettre en question l'histoire officielle et la censure qui prévalent lorsqu'il s'agit d'évoquer la « question arménienne ». En 1992, un livre important exposait les conséquences néfastes du génocide des Arméniens et de sa négation pour l'ensemble de la société turque. Il s'agit du livre de l'historien turc Taner Akçam traduit et publié en français sous le titre *Un acte honteux* (Denoël 2006). L'auteur estime que la politique du déni pratiquée par la Turquie depuis des décennies a constitué un facteur important dans l'incapacité de la République à instaurer un État de droit et une vraie démocratie.

Depuis d'autres événements ont permis une certaine ouverture du dialogue sur le génocide des Arméniens au sein de l'intelligentsia turque. Par exemple, la parution en Turquie en 2004 du livre de l'avocate et militante du droit des minorités, Fethiye Cetin, racontant l'histoire de sa grand-mère « une arménienne cachée » survivante du génocide, a provoqué un séisme qui a libéré la parole de plusieurs descendants de ces Arméniens, et surtout de ces Arméniennes, enlevés ou adoptés par des familles turques ou kurdes durant le génocide et convertis à l'islam (traduit en français sous le titre *Le livre de ma grand-mère*, Éditions de l'Aube, 2006). Cette histoire des Arméniennes islamisées a ébranlé la société turque car de nombreuses familles sont touchées. Un autre exemple de la levée partielle et timide du tabou nous est donné par la conférence organisée en 2005 par trois universités stambouliotes sur la thématique des Arméniens de l'Empire ottoman. Ce type d'événement contribuait au travail de mémoire et au dialogue entre Turcs et Arméniens.

Parallèlement au nécessaire et important dialogue arméno-turc, la recherche scientifique sur le génocide des Arméniens a permis depuis une vingtaine d'années des avancées considérables dans la connaissance de cet événement, contribuant par le fait même à sa reconnaissance. Puisqu'il est impossible dans le cadre de cette courte introduction d'en brosser un tableau complet, nous renvoyons les lecteurs à l'article de Raymond Kévorkian, « Un bref tour d'horizon des recherches historiques sur le génocide des Arméniens : sources, méthodes, acquis et perspectives », *Études arméniennes contemporaines*, n° 1, 2013, p. 61-74, qui présente de manière succincte l'état de la recherche et ses percées les plus significatives. Par exemple, l'auteur souligne l'apport d'une approche régionale et de micro-histoire dans la connaissance fine des processus génocidaires qui peuvent varier d'une région à l'autre. Cette approche région par région permet d'obtenir un portrait global du génocide mais aussi de tirer des leçons d'ensemble du processus. D'autres aspects du phénomène génocidaire font ainsi l'objet d'études nouvelles comme la dimension économique du génocide qui doit être

contextualisée en fonction du projet de création d'une économie nationale par les dirigeants du Comité Union et Progrès. En somme, les avancées sont nombreuses et les champs d'études prospectés par les chercheurs sont très prometteurs.

Cela étant, il faut souligner combien la multiplication des chaires et des centres de recherche, des revues spécialisées, des musées – comme celui d'Erevan en Arménie, inauguré en 1995 – a vivifié ce champ d'études en renouvelant les approches et les méthodes. Dans cette perspective, les travaux comparatifs ont permis d'explorer de nouvelles questions mais aussi de mettre en avant les similitudes et les différences entre les phénomènes génocidaires au 20<sup>e</sup> siècle. Ainsi, les études récentes sur le génocide des Arméniens ont contribué à enrichir la recherche sur les violences de masse, sur les facteurs qui les rendent possibles, sur les dispositifs de leur mise en œuvre et sur leurs conséquences dramatiques pour les victimes et leurs descendants mais aussi pour nos sociétés contemporaines. Quant aux études multidisciplinaires, elles ont favorisé l'exploration de nouveaux objets liés à l'histoire et la mémoire des événements de 1915 à partir de l'étude de leurs représentations iconographiques, cinématographiques et littéraires.

Ce dossier sur le génocide des Arméniens regroupe les comptes rendus de sept ouvrages. Il offre l'occasion aux lecteurs d'apprécier la diversité des ouvrages publiés à l'occasion du centenaire. Ainsi, le livre de Vincent Duclert, *La France face au génocide des Arméniens du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours*, brosse le tableau des positions françaises sur cet événement depuis plus d'un siècle. Son analyse historique qui s'inscrit dans la longue durée permet, selon Geoffrey Grandjean, de saisir dans toute leur complexité les débats actuels qui animent la société française autour de cette question. Dans sa recension d'*Open Wounds: Armenians, Turks and a Century of Genocide*, Tessa Hofmann rend compte du travail de l'auteur Vicken Cheterian qui entend décrire et analyser l'histoire centenaire du déni turc et de son impact paralysant sur les relations arméno-turques. L'ouvrage collectif et multidisciplinaire intitulé *Mass Media and the Genocide of the Armenians. One Hundred years of Uncertain Representation*, publié sous la direction de Joceline Chabot, Richard Godin, Stefanie Kappler et Sylvia Kasparian, contribue, selon Gerard Libaridian, à une meilleure compréhension du rôle des médias et de leur relation avec la mémoire historique à partir de l'analyse de la couverture médiatique internationale du génocide des Arméniens depuis un siècle. Dans son compte rendu du livre des chercheurs Taner Akçam et Ümit Kurt intitulé *The Spirit of the Laws. The Plunder of Wealth in the Armenian Genocide*, Arpi Hamalian souligne qu'il s'agit d'une contribution significative à l'analyse de la mise en place et du développement, sous les gouvernements turcs successifs, du cadre juridique complexe qui a permis la planification de la destruction des Arméniens ainsi que la confiscation de leurs biens, en manipulant, dans le déni du crime, l'« esprit des lois ». Dans un registre différent, l'ouvrage de deux journalistes Laure Marchand et Guillaume Perrier, *La Turquie et le fantôme arménien*, repose sur des enquêtes de terrain effectuées en Turquie dont l'objectif, précise Sylvia Kasparian, est de mettre à jour les traces ineffaçables des crimes commis contre les Arméniens. Ils livrent ainsi un récit vivant qui fait appel à la mémoire et à l'histoire du génocide toujours présent dans l'espace turc malgré un siècle de

déni. Le livre d'Hamit Bozarslan, Vincent Duclert et Raymond H. Kévorkian, *Comprendre le génocide des Arméniens. 1915 à nos jours*, divisé en trois grandes parties, brosse un tableau du champ historiographique relatif à cet événement. Cet ouvrage de synthèse accessible à un large public a le mérite, selon Aurélia Kalisky, d'inscrire le génocide des Arméniens comme un des événements majeurs de l'histoire mondiale du 20<sup>e</sup> siècle. Intitulé *Détruire les Arméniens. Histoire d'un génocide*, le livre de l'historien Mikaël Nichanian, relève le pari risqué d'offrir en moins de 300 pages une synthèse utile et précieuse des recherches les plus récentes sur le génocide des Arméniens. Plus particulièrement, l'auteur veut comprendre les facteurs historiques qui ont rendu possible ce génocide. Dans mon compte rendu, j'insiste sur le fait qu'il s'agit d'un ouvrage qui présente de façon claire et intelligible les conditions qui ont mené à la destruction des Arméniens et les conséquences de ce crime pour la société turque.

Joceline Chabot  
*Université de Moncton*

## Introduction: A Few Recent Publications Around the Centenary of the Armenian Genocide

The year 2015 was marked by a series of events commemorating the Armenian Genocide by the Ottoman Empire during the First World War. All year long, exhibitions, public performances, movies, articles in the mainstream media, international conferences (Sorbonne, Paris, March 25–28; UCLA, April 10–11; Yerevan, July 8–12; Université de Moncton, October 1–3), publications, and large-scale solidarity marches in memory of the victims have all reminded people that, 100 years later, one of the first genocides of the 20<sup>th</sup> century has yet to be recognized by Turkey and part of the international community. In this context, commemoration of the Armenian Genocide is still considered as activism for communities of the Armenian diaspora and for the Armenian government.

In a recent article (“Génocide arménien : retour sur un centenaire” [Armenian Genocide: Reviewing a centenary], *Politique étrangère*, fall 2015/3, pp. 83-91), philosopher Michel Marian correctly states that unlike the 50<sup>th</sup> anniversary in 1965, 2015 was not a significant turning point for Armenian-Turkish relations. Indeed, observers noted the continued presence of Ankara’s denialist arguments in the offended discourse of Turkish authorities and, more specifically, of President Recep Tayyip Erdogan who declared that “Turkey cannot concede to such a sin or crime” (Agence France-Presse, *Le Devoir*, April 21, 2015; loose translation).

In contrast, on the international stage, several governments and parliaments took advantage of the commemorations to acknowledge the genocidal nature of the 1915–1916 events. Luxembourg, the Netherlands, Brazil, Sweden, and the European Parliament (to name only a few), added their names to the list of governments and states that, like Canada, recognize the genocide. Pope Francis issued without doubt one of the statements that received the most media coverage. During mass that he held for those faithful to the Armenian Rite at St. Peter's Basilica in Rome on April 25, 2015, the Supreme Pontiff used for the first time the term “genocide” to refer to the Armenian massacres, thus causing a diplomatic incident with Turkey. In protest, Turkish authorities quickly recalled home their Ambassador to the Vatican that same day, denouncing the Pope's words that they described as “sheer madness”.

While the Turkish authorities have remained steadfast in their position, it is important to note that a movement in favour of recognizing the Armenian Genocide has surfaced during past few years within the Turkish civil society. A different story is being told in the public space than what the State has been circulating for 20 years. Although it is still held by a minority and limited to large urban centres, this counter-discourse does break well-rooted taboos. In the 1990s, Turkish and Turkish-Armenian intellectuals, like the journalist Hrant Dink (assassinated in January 2007 for his views in favour of the Armenian minority), have dared to challenge the official story and censure surrounding the “Armenian issue.” In 1992, an important book exposed the harmful consequences for the entire Turkish society of the Armenian Genocide and its denial. Written by Turkish historian Taner Akçam, the book in question was translated and published in French by Éditions Denoël (2006) under the title *Un acte honteux* [A shameful act]. The author believes that the denial policy in force for decades has been an essential factor in the Republic's incapacity to establish the rule of law and a real democracy.

Since then, other events have given the opportunity to open a dialog on the Armenian Genocide within the Turkish intelligentsia. For example, the 2004 publication in Turkey of a book by lawyer and minority rights advocate Fethiye Cetin, telling the story of her grandmother, “a hidden Armenian” who survived the genocide (translated to French in 2006 by Éditions de l'Aube under the title *Le livre de ma grand-mère* [My grand-mother's book]). This publication provoked a landslide that freed the voices of many Armenians descendants, and particularly those of the hidden Armenian women themselves, taken by force or adopted by Turkish or Kurdish families during the genocide and made to convert to Islam. Because so many families were affected, this story of Armenian women being Islamized sent a shockwave through the Turkish society. Another example of the partial and hesitant removal of the taboo came from the 2005 conference organized by three universities in Istanbul on Armenians during the Ottoman Empire. This kind of event contributed to the efforts of remembering and establishing a dialogue between the Turks and the Armenians.

In parallel to the much needed and important dialogue between Armenians and Turks, scientific research on the Armenian Genocide, for about 20 years now,

has enabled considerable advances to be made with respect to what we know about this event, thereby contributing to its recognition. Since it is impossible within this short introduction to give an exhaustive account, we ask the reader to refer to Raymond Kévorkian's article (2013) "Un bref tour d'horizon des recherches historiques sur le génocide des Arméniens : sources, méthodes, acquis et perspective" [Historical scholarship on the Armenian genocide at a glance] (*Études arméniennes contemporaines*, 1, pp. 61-74). This article succinctly presents the state of research and its most significant advances. For example, the author highlights the contribution of a regional and micro-history approach to detailed knowledge of the genocidal processes that can vary among regions. This region-to-region approach makes it possible to get an overall picture of the genocide and to learn from the whole process. Other aspects of the genocidal phenomenon are the subject of new studies, such as the economic dimension of genocide that must be contextualized according to the leaders of the Committee of Union and Progress's project of establishing a national economy. In short, there are numerous advances and the fields of study explored by researchers are promising.

That being said, we must underscore the extent to which the multiplication of research chairs and centres, specialized journals and peer-reviewed, and museums (e.g., the one in Yerevan, Armenia, inaugurated in 1995) has revitalized this field of study by renewing its approaches and methods. In this regard, comparative studies have enabled researchers to examine new issues as well as point out the similarities and differences among genocidal phenomena in the 20th century. Thus, recent studies on the Armenian Genocide have added to research on acts of mass violence, on the factors that make them possible, on the devices used to carry them out, and on the dramatic consequences for the victims, their descendants, and our modern societies. Multidisciplinary studies have, for their part, helped explore new objects linked to the history and memory of the 1915 events by studying how they are represented in pictures, films, and literature.

This special dossier on the Armenian Genocide brings together the reviews of seven books. It gives readers the opportunity to appreciate the diversity of publications for this centenary. Thus, Vincent Duclert's book *La France face au génocide des Arméniens du milieu du XIXe siècle à nos jours* [France and the Armenian Genocide from the 19th century until today] shows the positions adopted by the French in relation to this event for over a century. According to Geoffrey Grandjean, Duclert's historical analysis makes it possible to understand the complex current debates on this issue unfolding within the French society. In her literary review *Open Wounds: Armenians, Turks and a Century of Genocide*, Tessa Hofmann imparts Vicken Cheterian's description and analysis of the 100-year history of Turkish denial and its paralyzing effect on the relations between Armenians and Turks. According to Gerard Libaridian, the multidisciplinary collective work titled *Mass Media and the Genocide of the Armenians. One Hundred years of Uncertain Representation* (edited by Joceline Chabot, Richard Godin, Stefanie Kapple, and Sylvia Kasparian) contributes to improving our understanding of the media's role and its relationship with historical memory by

analyzing international media coverage of the Armenian Genocide over the last century. In her review of the book *The Spirit of the Laws. The Plunder of Wealth in the Armenian Genocide* (by researchers Taner Akçam and Ümit Kurt), Arpi Hamalian underlines its significant contribution to the analysis of the implementation and development, by successive Turkish governments, of the complex legal framework that enabled the planning and destruction of the Armenian people, in addition to the confiscation of their property, by manipulating the “spirit of the law” in denying their crime. On a different note, the book titled *La Turquie et le fantôme arménien* [Turkey and the Armenian ghost], by journalists Laure Marchand and Guillaume Perrier, is based on field investigations carried out in Turkey, whose objective, clarifies Sylvia Kasparian, is to apprise the world of the indelible scars left by the crimes committed against Armenians. The authors keep this story alive by calling on the memory and history of the genocide, still present in Turkey despite a century of denial. The book by Hamit Bozarslan, Vincent Duclert, and Raymond H. Kévorkian titled *Comprendre le génocide des Arméniens. 1915 à nos jours* [Understanding the Armenian Genocide: From 1915 until today] is divided in three parts and paints a picture of the historiographical field linked to this event. Accessible to a wide audience, this synthesis has the advantage, according to Aurélia Kalisky, of including the Armenian Genocide as one of world history’s major events of the 20th century. Historian Mikaël Nïchanian’s book *Détruire les Arméniens. Histoire d’un génocide* [Destroying Armenians. A genocide] met the difficult challenge of providing a useful and invaluable summary of the most recent studies pertaining to the Armenian Genocide in fewer than 300 pages. More particularly, the author seeks to understand the historical factors that made this genocide possible. In my own review, I emphasize the fact that this book describes in a plain and intelligible language the conditions that led to the destruction of Armenians and the consequences of this crime for the Turkish society.

Joceline Chabot  
*Université de Moncton*

[Traduction : Alicia Cleaver]

DUCLERT, Vincent – *La France face au génocide des Arméniens du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours: Une nation impériale et le devoir d’humanité*. Paris: Fayard, 2015. Pp. 435.

In *La France face au génocide des Arméniens*, French historian Vincent Duclert traces France’s positions—political as well as social—towards the Armenian Genocide. The book has the great merit of analysing France’s official positions, on the one hand, and the various pro-Armenian sentiments, on the other. Most of all, it discerns the reasons behind the latent debates surrounding the recognition of the genocide of the Armenians and the prosecution of its denial in France.